ASSEMBLÉE NATIONALE

12 juin 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 136)

AMENDEMENT

N ° CL33

présenté par

M. Bilde, Mme Bordes, Mme Bamana, M. Baubry, Mme Blanc, Mme Diaz, M. Gery, M. Gillet,
Mme Griseti, M. Guitton, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Bryan Masson, M. Rancoule,
Mme Roullaud, M. Taverne et M. Villedieu

ARTICLE PREMIER

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

1° Le tableau du deuxième alinéa de l'article L. 2123-23 est ainsi rédigé :

Populations	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	33,10%
de 500 à 999	49,50%
de 1 000 à 3 499	57%
de 3 500 à 9 999	61%
de 10 000 à 19 999	71,7%
de 20 000 à 49 999	99,3%
de 50 000 à 99 999	121,4%
100 000 et plus	160%

I.

- La perte de recettes résultant pour les collectivités territoriales ci-dessus est compensée, à due concurrence, par une majoration de la dotation globale de fonctionnement.

II.

- La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre Ier du livre III du code des impositions sur les biens et services

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de revaloriser spécifiquement l'indemnité des maires des communes de moins de 1 000 habitants.

Ces élus de proximité, pleinement investis dans la vie de leur territoire, assurent leurs fonctions souvent jour et nuit, malgré des moyens limités et une indemnisation qui ne reflète ni leur charge de travail ni leur engagement.